

## **La Délégation des ONG des Pays en Développement (DCNGO) à la 43e Réunion du Conseil d'Administration du Fonds Mondial : plus que jamais, il appelle à une véritable inclusion de la Société Civile et des Communautés**

Les ONG des Pays en Développement ont participé activement à la toute première réunion virtuelle du Conseil d'Administration du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui s'est tenue les 14 et 15 mai 2020. Nous avons insisté sur le fait que, bien que nous opérons dans un environnement qui évolue très rapidement en raison de COVID-19, nous ne devons pas oublier nos activités et principes fondamentaux, qui sont notre force, tels que l'inclusion significative de la Société Civile et des communautés à tous les niveaux de prise de décision et que nous maintenons notre attention sur les réponses au sida, à la tuberculose et au paludisme. Notre déclaration couvre nos positions sur le développement de la nouvelle stratégie 2023, du COVID-19 et la continuité des activités.

### **La Prochaine Stratégie:**

Cette année, le Fonds mondial va entamer le processus d'élaboration de la prochaine stratégie pour 2023 et au-delà, par le biais d'un processus de consultation en ligne et de Fora de Partenariat. Les ONG des Pays en Développement sont fermement convaincues que nous ne pouvons pas commencer à travailler à l'élaboration de la prochaine stratégie tant que nous n'aurons pas eu un examen honnête et franc des progrès réalisés dans le cadre de notre stratégie actuelle, y compris l'identification des lacunes et des défis. Il existe un certain nombre d'examens effectués par le Comité Technique d'Examen (TRP), le Groupe technique de référence en matière d'évaluation (TERG), le Bureau de l'inspecteur général (OIG) et notre rapport de performance stratégique qui pourraient être synthétisés pour ce type d'examen, en plus du TERG et de l'examen SR2020 qui devrait être finalisé à l'automne 2020.

Étant donné que les Fora de Partenariat ne se dérouleront peut-être pas en personne, nous avons demandé que des moyens de consulter les communautés plus larges et la Société Civile en dehors des commentaires écrits en ligne soient mis au point pour assurer une participation significative et inclusive des communautés et de la Société Civile. Étant donné les limites des engagements virtuels, nous avons également recommandé que des entretiens approfondis soient menés avec les principales parties prenantes afin de recueillir des réponses qualitatives plus détaillées, en particulier de la part des Communautés et de la Société Civile. Nous avons également recommandé la tenue de groupes de discussion avec les partenaires et les parties prenantes, ce qui, selon nous, permettrait d'obtenir des informations détaillées de la part des parties prenantes qui ne seraient peut-être pas en mesure de participer de manière significative aux consultations virtuelles.

La stratégie devra être adaptée à son objectif et devra tenir compte de la manière dont le Fonds mondial répond aux pandémies émergentes. En termes de contenu, le Groupe d'ONG des Pays en Développement estime que l'accent doit rester sur les trois maladies et les quatre objectifs stratégiques, en mettant un autre accent sur les moyens novateurs de remédier aux lacunes de la stratégie précédente, de renforcer la mise en œuvre de ces stratégies dans les nouveaux contextes dans lesquels nous nous trouvons, tout en s'efforçant d'atteindre le but et les objectifs du Fonds Mondial. Notre membre suppléant du Conseil d'administration a été cité au cours des délibérations et dans la communication finale de la réunion du Conseil

d'Administration, car elle a insisté sur la nécessité de « mobiliser nos forces dans la réalisation de nos objectifs ».

### **Réponse à la COVID-19:**

Tout en reconnaissant l'importance et la rapidité de la réponse au COVID-19 avec l'allocation d'un milliard de dollars américain par le Fonds mondial, les ONG des Pays en Développement sont extrêmement préoccupées par le fait que les communautés et la Société Civile, y compris les bénéficiaires principaux de la Société Civile, sont à de nombreuses reprises exclues des processus de prise de décision concernant la COVID-19 dans les pays, y compris l'accès aux fonds par le biais des flexibilités de 5 % et du mécanisme de réponse à la COVID-19 (C19RM). Le principe d'un engagement significatif et de l'inclusion de la Société Civile et des communautés n'est souvent pas respecté par les mécanismes de coordination nationale dominés par le gouvernement dans le contexte du confinement.

Nous sommes également très préoccupés par le manque de services de santé pour les populations clés et les violations des droits de l'homme auxquelles elles sont confrontées. Nous avons constaté un certain nombre de perturbations dans des services tels que les services de réduction des risques et des violations des droits de l'homme, sous les auspices des règlements COVID-19. La Société Civile et les Groupes des Communautés tels que le « [Harm Reduction International and the International Network of People who Use Drugs](#) » s'inquiètent également du fait que des fonds puissent être détournés des services de réduction des risques ou que des fonds supplémentaires pour la réduction des risques puissent ne pas être demandés lorsque le besoin est grand.

La Délégation des ONG des Pays en Développement a signé une déclaration de l'ensemble du groupe de mise en œuvre du Conseil, qui comprend sept groupes d'intérêt gouvernementaux, deux groupes de la Société Civile et la délégation des Communautés, qui demande instamment au Conseil de tenir compte des principes et actions ci-dessous dans ses discussions sur la réponse aux défis posés par la COVID-19 :

- Exploiter la puissance de l'engagement et des partenariats multipartites aux niveaux national et mondial
- Veiller à ce que les stratégies d'atténuation et de réponse du Fonds mondial au COVID-19 protègent les populations les plus touchées et les plus exposées au VIH, à la tuberculose et au paludisme
- Améliorer l'orientation, le suivi et la gestion des risques
- Se faire le champion de la qualité, de la responsabilité et du contrôle

La Délégation des ONG des Pays en Développement a de nouveau soulevé la nécessité de permettre à la Société Civile et aux communautés russes de demander un financement au titre du programme C19RM dans le cadre de l'éligibilité autorisée par la règle des ONG, car la Russie est le pays qui compte le deuxième plus grand nombre de cas dans le monde, sans aucun soutien à la Société Civile et aux Communautés en matière de lutte contre le VIH et la tuberculose pour relever les défis de la COVID-19.

Nous avons réitéré la nécessité d'une responsabilité et d'une transparence pour que les fonds supplémentaires fournis pour la COVID-19 dans le cadre des flexibilités de subvention et le soutien C19RM fourni par le Fonds mondial soient dépensés. Nous avons recommandé que des fonds soient mis à disposition pour soutenir le suivi mené par les communautés dans les pays afin d'appuyer les efforts de responsabilisation.

Vous trouverez [ici](#) la déclaration de la Délégation des ONG des Pays en Développement soumise par le Fonds mondial avant la 43e réunion du Conseil d'administration.

#### NOTE À LA SOCIÉTÉ CIVILE ET AUX COMMUNAUTÉS :

Nous demandons à la Société Civile et aux partenaires communautaires de partager les informations directement avec la délégation, lorsqu'il existe des cas où la Société Civile et les Communautés ne font pas partie des processus décisionnels dans le pays, ou lorsque les services essentiels à la population ne sont pas inclus dans la demande de financement ou les activités de mise en œuvre du mécanisme de réponse COVID-19.

Nous attirons également l'attention de nos mandants sur les orientations fournies aux pays en matière de communauté, de droits et de genre lors de COVID-19, un outil utile pour demander des comptes à vos gouvernements et ICN :

[https://www.theglobalfund.org/media/9648/covid19\\_communityrightsgender\\_guidancenote\\_en.pdf?u=637250524690000000](https://www.theglobalfund.org/media/9648/covid19_communityrightsgender_guidancenote_en.pdf?u=637250524690000000)

*La Délégation des ONG des Pays en Développement au Conseil d'administration du Fonds mondial est un groupe électoral qui représente les ONG du monde en développement, au service des personnes vivant avec et affectées par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. La Délégation cherche à influencer les décisions et les politiques, assurer une réponse stratégique, continue et appropriée aux besoins des personnes touchées par les trois maladies et des ONG qui leur fournissent des services. Pour plus d'informations ou pour organiser un appel ou soumettre une lettre, veuillez contacter Lesley Odendal, point focal de communication, Délégation des ONG des Pays en Développement, L.Odendal@developingngo.org*